

**Forum régional africain sur le développement durable - Événement parallèle - Projet de note conceptuelle**

**Relance verte et solutions basées sur la nature en réponse à l'impact socio-économique de COVID-19 en Afrique :**

**Mieux reconstruire avec les migrants et la jeunesse  
25 février 2021 - 16.00-17.30 heures (heure de Nairobi)**

**I. CONTEXTE**

La mobilité humaine en Afrique a une longue histoire et constitue un facteur clé de la résilience des communautés. Dans le cadre du programme de développement pour 2030 et des objectifs du Pacte mondial sur les migrations, il est désormais reconnu que la migration peut devenir un facteur de développement, une stratégie pour améliorer les moyens de subsistance et s'adapter aux pressions environnementales et au changement climatique.

Au cours de cette décennie d'action, alors que les gouvernements et d'autres acteurs du développement s'orientaient vers la mise en œuvre à grande échelle d'approches innovantes, notamment celles qui concernent l'économie verte et résistante au climat, la pandémie actuelle de COVID-19 a présenté des défis sans précédent et multidimensionnels. Dans ce contexte actuel caractérisé par des restrictions de mobilité, la déstabilisation des chaînes d'approvisionnement et la perturbation du commerce transfrontalier, la pandémie met encore plus à l'épreuve la résilience des communautés et la capacité de réaction des États.

Par exemple, le secteur agricole en Afrique a été touché par les diverses mesures liées au Covid-19 mises en place par les gouvernements. Compte tenu de la dépendance des économies africaines à l'égard de l'agriculture et du rôle que celle-ci joue pour assurer la résilience des communautés face au climat, l'impact de la pandémie sur la production alimentaire, les revenus et le commerce a été important. Représentant 15 % du produit intérieur brut du continent (35 % pour l'Afrique de l'Ouest), l'agriculture est un secteur qui dépend fortement de la migration saisonnière de la main-d'œuvre. Généralement peu qualifiés, ces migrants saisonniers sont eux-mêmes des agriculteurs dont la subsistance dépend de la pluie et sont donc extrêmement vulnérables aux effets néfastes du changement climatique. Par conséquent, le rôle essentiel de ces migrants en termes de sécurité alimentaire et de croissance économique locale doit être davantage souligné, ainsi que leur protection garantie lorsqu'ils sont en déplacement et les solutions de subsistance soutenues dans leurs territoires d'origine.

Alors que les décideurs politiques et les praticiens examinent des alternatives et des opportunités concrètes pour mettre en place la réponse multicouche nécessaire pour faire face aux défis structurels et aux chocs émergents tels que COVID-19 et le changement climatique, l'économie verte est de plus en plus considérée comme une option viable par les gouvernements africains. En outre, les solutions basées sur la nature ont déjà prouvé qu'elles renforçaient la résilience des communautés

---

face à COVID-19 et au changement climatique. En Afrique, de bonnes pratiques ont été observées : des initiatives agroécologiques locales ont été couronnées de succès malgré les restrictions de mobilité en vigueur, générant ainsi davantage de revenus et offrant des possibilités d'emploi. De telles initiatives ne sont pas isolées et sont de plus en plus courantes sur le continent, souvent soutenues par l'investissement financier des communautés de la diaspora, mises en œuvre par les rapatriés et leurs communautés (Maroc, Sénégal, etc.). Comme le montre la documentation et, dans certains cas, le soutien de l'OIM, le secteur crée des emplois locaux, des solutions de court-circuit, contribue à la biodiversité locale, à l'adaptation au climat et assure un approvisionnement alimentaire sain.

## **II. RÉSULTATS ATTENDUS**

L'OIM organise cet événement en collaboration avec les principales parties prenantes continentales (TBC) afin de contribuer au discours sur la reprise verte dans le contexte de Covid-19 et du changement climatique. Il s'inspire principalement de l'exemple du secteur agricole dans lequel les travailleurs migrants et les jeunes jouent un rôle important en Afrique.

La session aura pour but de faciliter la discussion sur les questions suivantes :

- Quels sont les principaux secteurs où il existe des opportunités tangibles pour l'économie verte en Afrique ? Quelles sont les principales lacunes qui constituent un goulot d'étranglement pour le passage du continent à l'économie verte ?
- Dans le contexte du Covid-19, y a-t-il des leçons tirées du secteur agricole qui pourraient être tirées de l'adaptation des économies locales et des restrictions qui y sont liées ?
- Quel est le rôle de la mobilité de la main-d'œuvre dans l'agriculture et quelles sont les considérations qui doivent être prises en compte pour maximiser la protection des droits des travailleurs migrants ainsi que leur contribution au processus de reprise ?
- Quelles solutions de subsistance basées sur la nature pour les migrants, les jeunes et leurs communautés doivent être soutenues pour renforcer leur résilience face au changement climatique et à la COVID-19 ?

## **III. PARTICIPATION**

La session devrait réunir divers participants, notamment des représentants des gouvernements africains, du secteur privé, de la société civile, des Nations unies et d'autres partenaires internationaux, des organismes régionaux, dont la Commission de l'Union africaine, et des CER.

## **IV. DATE ET LIEU**

La session est prévue le 25 février 2021 de 16h00 à 17h30, virtuellement sur ZOOM.

## **V. PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL**

---

[À inclure]

Intervenants (à confirmer) : OIM, OIT, Grande Muraille verte

V. **Contact**

[SLOAddisSLU@iom.int](mailto:SLOAddisSLU@iom.int)

---

Version préliminaire